

**Non classifié**

**C/MIN(2013)16/FINAL**

Organisation de Coopération et de Développement Économiques  
Organisation for Economic Co-operation and Development

**30-May-2013**

**Français/Anglais**

**CONSEIL**

**Réunion du Conseil au niveau des Ministres, 29-30 mai 2013**

**CONCLUSIONS POLITIQUES DE LA RCM**

**(Adoptées à la Réunion du Conseil au niveau des Ministres le 30 mai 2013)**

**JT03340572**

**Document complet disponible sur OLIS dans son format d'origine**

*Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.*



**C/MIN(2013)16/FINAL**  
**Non classifié**

**Français/Anglais**

**« L'humain avant tout : emploi, égalité et confiance »**

1. À l'occasion de la Réunion 2013 du Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres, nous\* nous sommes assemblés sous la Présidence de la Norvège et la Vice-présidence de l'Australie et de l'Estonie.

2. Plus de cinq ans après le début de la plus grave crise économique que nous ayons connue, un certain nombre d'obstacles continuent de retarder la reprise dans nos pays, et les conséquences sociales sont lourdes. Nous continuons d'œuvrer à la réalisation d'un objectif commun, celui d'atteindre une croissance économique durable et inclusive, en prenant acte de la nécessité de réformes structurelles et en tenant compte de la dimension sociale, dans nos pays, notamment de l'urgence des enjeux que sont la réduction du chômage, la résorption des inégalités et le rétablissement de la confiance. Nous agirons ensemble, avec le concours de l'OCDE, pour engager nos économies sur la voie d'une reprise solide, durable et équilibrée. Nous nous félicitons des premières avancées obtenues dans l'élaboration des Nouvelles approches face aux défis économiques (NAEC), et nous attendons avec intérêt des progrès sur le fond, y compris des propositions d'action ciblées, qui seront présentées à notre prochaine réunion en 2014. Nous nous félicitons du rôle que joue le Secrétaire général en proposant de nouvelles initiatives, notamment dans ses Orientations stratégiques pour 2013 et au-delà.

3. Dans de nombreux pays, le chômage est le défi majeur. Nous insistons sur l'importance du dialogue social et la nécessité de renforcer le volet social de la réponse donnée à la crise. Comme la crise a frappé tout particulièrement les jeunes, nous nous engageons aujourd'hui en faveur d'un Plan d'action de l'OCDE pour les jeunes. Pour aider chacun à trouver un emploi, il faut mettre en place des stratégies d'activation du marché du travail, notamment en direction des PME. Il est par ailleurs important, pour l'employabilité, de veiller à l'adéquation entre les compétences disponibles et les compétences demandées. Nous attendons donc avec intérêt le lancement, en octobre, des Perspectives sur les compétences et de la première enquête de l'OCDE sur les compétences des adultes (étude PIAAC). Nous reconnaissons également la nécessité d'une meilleure intégration au marché du travail de toutes les composantes de nos populations, y compris des migrants.

4. Nous reconnaissons qu'il importe de s'employer à résorber les inégalités dans nos sociétés, et notamment leurs conséquences pour la croissance économique. Pour ce faire, il est primordial d'instaurer l'égalité d'accès aux chances et de mettre en place des systèmes de protection sociale adéquats. Nous adoptons la Recommandation du Conseil de l'OCDE sur l'égalité hommes-femmes dans les domaines de l'éducation, de l'emploi et de l'entrepreneuriat et nous nous engageons à faire des avancées à cet égard. En outre, nous encourageons l'OCDE à intensifier ses travaux sur les inégalités dans le cadre de l'initiative NAEC.

5. Nous réaffirmons notre engagement à rétablir la confiance à l'égard des pouvoirs publics, des marchés et des institutions, à renforcer la réglementation financière, à lutter contre la corruption, à promouvoir l'administration ouverte et à garantir la transparence dans l'élaboration des politiques publiques. Nous nous félicitons des lignes d'action pour l'avenir définies par l'OCDE dans ces domaines.

6. Nous nous félicitons des analyses et des avis de l'OCDE dans le domaine des sources de croissance innovantes, notamment le capital intellectuel et la croissance verte, en vue de créer des emplois de qualité dans nos économies et de mieux assurer leur pérennité.

---

\* Ministres et Représentants de l'Allemagne, de l'Australie, de l'Autriche, de la Belgique, du Canada, du Chili, de la Corée, du Danemark, de l'Espagne, de l'Estonie, des États-Unis, de la Fédération de Russie, de la Finlande, de la France, de la Grèce, de la Hongrie, de l'Irlande, de l'Islande, d'Israël, de l'Italie, du Japon, du Luxembourg, du Mexique, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, de la Pologne, du Portugal, de la République slovaque, de la République tchèque, du Royaume-Uni, de la Slovénie, de la Suède, de la Suisse et de la Turquie, et de l'Union européenne.

7. Nous soulignons l'importance de systèmes fiscaux efficaces, efficaces, justes et transparents. Nous sommes résolus à lutter contre l'érosion des bases d'imposition ainsi qu'à prévenir le risque de double non-imposition. Nous adoptons, ainsi que l'Afrique du Sud, l'Argentine, le Brésil, la Fédération de Russie et l'Indonésie, une Déclaration à l'appui des travaux importants qu'a consacrés l'OCDE à l'érosion des bases d'imposition et au transfert de bénéficiaires. Nous encourageons tous les pays et territoires à adhérer à la Convention multilatérale concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale. Nous les appelons à mettre progressivement en place un échange automatique de renseignements et à améliorer l'accessibilité, la qualité et la fiabilité des informations sur les bénéficiaires effectifs, afin de mener une lutte efficace contre l'évasion et la fraude fiscales.

8. Nous réaffirmons notre engagement à promouvoir un système d'échanges et d'investissement ouvert et obéissant à des règles, à favoriser l'expansion des marchés et à résister au protectionnisme sous toutes ses formes, autant de leviers indispensables à une reprise de l'économie mondiale, à des emplois et à un développement durables. Nous soulignons notre détermination à obtenir des résultats significatifs et concrets à l'occasion de la 9<sup>ème</sup> Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui se tiendra en fin d'année, de façon à créer une dynamique propice à la conclusion du cycle de négociations de Doha engagé sous les auspices de l'OMC. Nous poursuivons l'objectif commun de voir un « ensemble de Bali » englober un accord sur la question de la facilitation des échanges ainsi qu'un accord sur certains éléments relatifs à l'agriculture et au développement, intégrant les questions concernant les pays les moins avancés. Nous notons qu'à ce jour, l'orientation des négociations n'est pas porteuse d'un espoir de conclusion, et nous appelons tous les membres de l'OMC à faire preuve de souplesse et de réalisme pour atteindre cet objectif commun.

9. Nous nous félicitons des travaux que mène l'OCDE sur les chaînes de valeur mondiales (CVM) et la mesure des échanges en valeur ajoutée. Les CVM constituent un puissant levier de croissance et de productivité et favorisent la création d'emplois. Nous notons que des mesures de facilitation des échanges permettraient davantage aux pays tant développés qu'en développement de tirer parti des CVM. Les services sont au cœur d'un fonctionnement efficient des CVM, ce qui confère à leur libéralisation une importance plus grande encore. Nous attendons avec intérêt les résultats des travaux de l'OCDE sur la restrictivité des échanges de services, qui seront présentés à la RCM de 2014. Nous appelons l'OCDE à poursuivre son analyse de la relation entre les CVM, l'emploi et les revenus, ainsi que des moyens de rendre les CVM accessibles à tous.

10. Nous nous félicitons des progrès réalisés depuis que nous avons donné notre aval à la Stratégie pour le développement afin de renforcer et d'intégrer la dimension développement dans l'ensemble des travaux de l'Organisation. Nous saluons les efforts déployés par l'OCDE pour assurer, grâce à ses travaux pluridisciplinaires, que l'ensemble des politiques publiques contribuent à un développement économique équitable et durable dans le monde, reconnaissant l'importance de l'enjeu planétaire que représente, pour le développement, la cohérence des politiques. Nous attendons avec intérêt les prochaines conclusions des analyses consacrées aux flux financiers illicites et à la sécurité alimentaire, deux volets importants de la Stratégie pour l'année à venir, ainsi que le rapport de fond sur la mise en œuvre de la Stratégie qui sera soumis à la RCM de 2014.

11. Nous continuerons d'approfondir nos relations avec nos Partenaires clés (Afrique du Sud, Brésil, Chine, Inde et Indonésie), et nous saluons l'Accord-cadre signé avec l'Indonésie. Nous lançons le nouveau Programme régional pour l'Asie du Sud-Est et invitons le Secrétaire général à faire rapport sur les progrès accomplis lors de notre prochaine réunion. Nous saluons le rôle que joue l'OCDE sur la scène régionale et internationale, notamment dans le contexte du G8 et du G20.

12. Nous réitérons notre souhait de voir la Fédération de Russie mener son adhésion à terme, conformément aux modalités, conditions et processus définis dans sa Feuille de route pour l'adhésion.

13. Nous accueillons avec satisfaction l'intérêt pour l'adhésion à l'OCDE qu'ont exprimé un certain nombre de pays, ce qui illustre la pertinence et l'impact que continuent d'avoir les travaux de l'Organisation ainsi que son importance en tant que réseau politique mondial et flexible. Nous nous félicitons de la décision importante énoncée dans la Résolution du Conseil sur le renforcement du rayonnement mondial de l'OCDE d'ouvrir des discussions d'adhésion avec la Colombie et la Lettonie. Nous réexaminerons la situation en temps opportun, en vue de prendre la décision d'ouvrir des discussions d'adhésion avec le Costa Rica et la Lituanie en 2015 et, dans l'intervalle, nous travaillerons étroitement avec ces pays en vue de préparer leur processus d'adhésion future. Nous invitons le Secrétaire général à informer les autres pays dont la candidature a été examinée par le Conseil que leurs demandes d'adhésion seront examinées plus avant au cas par cas.

14. Nous appelons le Conseil à procéder à un réexamen des dispositifs de gouvernance de l'OCDE pour relever les défis posés par une Organisation élargie, une pluralité accrue et une diversité géographique croissante de ses Membres, comme indiqué dans la Résolution du Conseil sur le renforcement du rayonnement mondial de l'OCDE.

15. Compte tenu des contraintes budgétaires auxquelles sont soumis nos Membres, nous nous félicitons tout particulièrement de l'engagement pris par le Secrétaire général d'assurer une utilisation optimale de leurs ressources, et de renforcer l'impact de l'Organisation tout en agissant avec efficacité, ainsi que de son engagement à garantir l'ouverture, l'accessibilité et la gratuité des données.